

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DEPOTS DE PETROLE COTIERS

76 rue d'Amsterdam
75009 Paris

Références : 2025-648
Code AIOT : 0005300405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement DEPOTS DE PETROLE COTIERS implanté 51 rue Gaston Lamy 14120 Mondeville. L'inspection a été annoncée le 30/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 concernant les restrictions d'utilisation des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les mousses anti-incendie, en application des règlements (UE) 2019/2021 relatifs aux polluants organiques persistants (dits «POP») et du règlement REACH.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOTS DE PETROLE COTIERS

- 51 rue Gaston Lamy 14120 Mondeville
- Code AIOT : 0005300405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Dépôt pétrolier (essences, gazole, fioul, éthanol, additifs)

La société DPC compte 2 sites, celui de Mondeville (14) et celui de St Pol sur mer (59). Les actionnaires de DPC sont BP, Esso, Intermarché, Carrefour, Leclerc. La société DPC fait appel au soutien du groupe Raffinerie du Midi (qui assure une assistance maîtrise d'ouvrage pour d'autres dépôts également), dont les actionnaires sont Bolloré, Esso, Total.

Les activités du site de Mondeville sont celles d'un dépôt d'hydrocarbures, à savoir :

- réception des hydrocarbures (essences, gazole, fioul...) par pipeline (via Trapil) et des additifs ou éthanol par camions,
- stockage des produits dans des réservoirs,
- chargement des camions citernes pour livraison aux clients.

Le transfert des produits au sein du site s'effectue par tuyauteries et les expéditions par des postes de chargement de camions (PCC). Le dépôt dispose également d'une unité de récupération des vapeurs (URV) d'essence, émises lors du remplissage des camions-citernes.

Compte tenu des activités exercées et des inventaires d'hydrocarbures stockés, cet établissement relève du régime Seveso seuil haut. Ses installations sont régulièrement autorisées par les arrêtés préfectoraux des 4 décembre 2002, 1er août 2008, 21 mars 2011, 9 janvier 2014 et 11 août 2023.

Au cours de la visite du 17 octobre 2025, l'Inspection s'est rendue sur le dépôt 2, au niveau de la cuvette du bac Q et dans le local défense incendie.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de la visite terrain, l'inspection a constaté qu'un support de canalisation de gros diamètre ne présente pas toutes les garanties de stabilité requises pour ce type d'ouvrage. L'exploitant a précisé que des travaux sont actuellement en cours sur ce support. Il est toutefois à noter qu'aucun balisage ni panneau de signalisation n'a été observé sur la zone concernée.

L'inspection rappelle à l'exploitant que cette situation doit strictement demeurer temporaire, limitée à la durée des travaux. Pour des raisons de sécurité, il incombe à l'exploitant de mettre en place sans délai une signalisation et un balisage adaptés, garantissant la sécurisation de la zone jusqu'au rétablissement complet des conditions de stabilité. **Par ailleurs, l'exploitant doit veiller à rétablir les garanties de stabilité pour ce support dans les meilleurs délais.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	choix du nouvel émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3	Sans objet
2	efficacité du système de défense incendie avec le nouvel émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	Sans objet
3	formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
4	Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
5	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est inscrite dans le contexte de l'impératif réglementaire visant à supprimer les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les dispositifs de lutte contre l'incendie. Ce chantier de substitution a été conduit de manière maîtrisée, avec le choix d'un nouvel émulseur performant et compatible avec l'ensemble des risques présents sur le site.

Des vérifications ont été menées par sondage, tant sur la configuration technique (étude hydraulique, réglages, tests de fonctionnement) que sur la gestion documentaire (mise à jour du POI). Pour confirmer que les nouvelles solutions mises en œuvre ne doivent en théorie n'entraîner aucune perte d'efficacité en matière de défense incendie et respectent les prescriptions réglementaires en vigueur, des précisions sont attendues de l'industriel. Les moyens fixes de défense incendie du dépôt doivent délivrer une solution moussante en cas de feu de rétention selon un taux d'application de 2,5 l/min/m², comme défini à l'article 2-1 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/23. Ce taux d'application de 2,5 l/min/m², défini en application du point B de l'annexe V de l'AM 03/10/10 modifié, dépend notamment de caractéristiques du précédent émulseur, à savoir son taux d'application expérimental. L'exploitant justifiera sous 1 mois le cas échéant que le nouvel émulseur utilisé sans PFAS présente le même taux d'application expérimental que le précédent, ou reverra ses calculs de taux d'application de solution moussante que les moyens de défense incendie de son site doivent délivrer.

La visite terrain a permis de constater un local défense incendie correctement entretenu, avec des réglages de proportionneurs conformes à la documentation présentée. Aucune anomalie ou situation non conforme n'a été relevée.

Les Bordereaux de Suivi de Déchets attestant de l'élimination finale des eaux polluées aux PFAS seront à communiquer à l'inspection dès réception par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : choix du nouvel émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3
Thème(s) : Risques accidentels, PFAS LI – choix nouvel émulseur sans PFAS
Prescription contrôlée : 43-3-3. Lorsque l'exploitant dispose des moyens lui permettant de réaliser les opérations d'extinction des scénarios de référence du point 43-1 du présent arrêté sans l'aide des secours publics, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté. (...) L'exploitant détermine dans son étude de dangers ou dans son plan de défense incendie : - (...) - la disponibilité des moyens en eau et en émulseur nécessaires pour l'accomplissement des opérations d'extinction. 43-3-4. Dès lors que la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant prévoit l'intervention des services d'incendie et de secours, la définition par l'exploitant du taux d'application et la durée de l'extinction respectent : - soit les valeurs données en annexe VI du présent arrêté. Les moyens d'application de la solution moussante permettent soit une application douce, soit une application indirecte. L'application directe de solution moussante est interdite. L'émulseur est de classe de performance IA ou IB conformément aux normes NF EN 1568-1, NF EN 1568-2, NF EN 1568-3, ou NF EN 1568-4 (versions d'août 2008) ; - soit a minima les valeurs données en annexe V du présent arrêté. Le préfet peut prescrire par arrêté préfectoral des taux d'application et durée d'extinction supérieurs au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers, dans la limite des exigences fixées dans le chapitre 5 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), et, pour les liquides miscibles à l'eau, a minima un taux d'application de 15 litres par minute et par mètre carré pour les modes d'application non prévus par cette norme ; (...)
Constats : L'Inspection constate que l'exploitant a procédé, fin décembre 2024, à la substitution de l'émulseur « Polipétrofilm 6% 6/6 eau et feu » par l'émulseur PROFOAM, Profree F3 - AR 3X3, qualifié de particulièrement performant par le GESIP. L'exploitant précise que ce nouvel émulseur a été sélectionné pour son efficacité sur l'ensemble des familles de produits présents sur le site, à savoir : hydrocarbures (gasoil, essence, fuel), alcool (éthanol) et additifs. Ce choix résulte d'une analyse visant à garantir l'adéquation entre les performances de l'émulseur et les risques spécifiques liés à ses produits. Lors de la visite terrain, l'Inspection a également constaté, au niveau du local défense incendie, la présence de nouvelles affiches mentionnant l'utilisation de l'émulseur Profree F3 - AR 3X3 de chez PROFOAM.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande n°1 : Les moyens fixes de défense incendie du dépôt doivent délivrer une solution moussante en cas de feu de rétention selon un taux d'application de 2,5 l/min/m², comme défini à l'article 2-1 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/23. Ce taux d'application de 2,5 l/min/m², défini en application du point B de l'annexe V de l'AM 03/10/10 modifié, dépend notamment de caractéristiques du précédent émulseur, à savoir son taux d'application expérimental. L'exploitant justifiera sous 1 mois le cas échéant que le nouvel émulseur utilisé sans PFAS présente le même taux d'application expérimental que le précédent, ou reverra ses calculs de taux d'application de solution moussante que les moyens de défense incendie de son site doivent délivrer.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : efficacité du système de défense incendie avec le nouvel émulseur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PFAS LI – efficacité sys def inc avec émulseur sans PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude hydraulique rédigée en 2024 par le bureau d'études EGI et présentée par l'exploitant lors de la visite d'inspection confirme que la substitution de l'ancien émulseur par le nouveau n'entraîne pas théoriquement de modification des performances de la défense incendie. L'étude a été menée en prenant en compte la viscosité et les caractéristiques du nouvel émulseur. Elle conclut à la conformité et au bon fonctionnement du dispositif de défense incendie avec ce nouvel émulseur.</p> <p>Des tests ont également été menés par l'exploitant afin de contrôler l'absence de substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les réseaux après les phases de nettoyage et de rinçage.</p> <p>Au cours de l'inspection, il a été constaté que le nouveau réglage à 3% des proportionneurs dans le local de défense incendie a bien été réalisé. Un contrôle en laboratoire a validé la bonne proportion d'émulseur et d'eau à la suite du réglage du proportionneur. Des essais réalisés par l'exploitant ont également confirmé la bonne circulation de l'émulseur par les pompes et les injecteurs-proportionneurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PFAS LI – formation moyens incendie</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune modification n'a été apportée à la mise en œuvre de la défense incendie, et, par conséquent, aucune formation supplémentaire n'a été jugée nécessaire par l'exploitant pour le personnel présent sur le site. Les procédures existantes demeurent inchangées, à l'exception de la dénomination du type d'émulseur utilisé et de sa principale caractéristique, à savoir le taux d'application fixé à 3%. Toutefois, des modifications ont bien été réalisées sur les proportionneurs, lesquelles ont pu être constatées lors de la visite terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures compensatoires pendant la phase d'indisponibilité de la DCI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PFAS LI – Mesures compensatoires DCI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>La substitution de l'émulseur a été réalisée par l'exploitant en décembre 2024, le présent constat vient uniquement rappeler les éléments qui avaient été présentés par l'exploitant et validés par l'inspection au moment du chantier. Ces éléments se trouvent dans le porter à connaissance de l'exploitant référence : RM-HSE-00035 du 20/11/2024 (version B).</p> <p>Dans le cadre des travaux, le maintien de la protection incendie sur le site DPC Caen a reposé sur la mise à disposition d'un groupe motopompe émulseur mobile associé à une citerne Isotank de 30 m³ d'émulseur, l'ensemble étant monté sur plateau.</p> <p>La capacité de la citerne a été dimensionnée, selon l'exploitant, pour assurer une extinction et un tapis de mousse d'une durée d'au moins une heure pour le scénario majorant (feu de la cuvette 1). Ce dispositif a inclus la fourniture de flexibles de différents diamètres (DN100 et DN80) permettant le raccordement du groupe motopompe mobile aux proportionneurs du dépôt. Une manchette préfabriquée a assuré l'adaptation rapide entre l'unité de pompage mobile et les injecteurs du système fixe du site.</p> <p>Le coffret de commande du groupe motopompe mobile a été raccordé à l'automate DCI existant, garantissant le déclenchement automatique du dispositif mobile en cas de scénario incendie. Par ailleurs, une queue de paon a été installée en protection devant l'Isotank, alimentée</p>

par le poteau incendie PE1.

L'ensemble du dispositif devait permettre d'assurer la continuité et l'efficacité de la défense incendie pendant toute la durée des travaux, conformément aux exigences du scénario incendie le plus contraignant du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69

Thème(s) : Risques chroniques, PFAS LI – Maj POI / stratégie incendie

Prescription contrôlée :

le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

Constats :

Le site DPC dispose d'une défense incendie automatisée dont la mise en œuvre n'a pas été modifiée par la substitution du nouvel émulseur. Comme constaté au point 3 de la visite d'inspection, les procédures d'exploitation restent inchangées. L'inspection a, par sondage, contrôlé dans le Plan d'Opération Interne (POI) la mise à jour des informations techniques, notamment la modification du taux d'application du nouvel émulseur, désormais fixé à 3%. Ce taux est correctement repris dans la documentation présentant les différents scénarios de lutte contre un incident.

Les dernières modifications du POI apparaissent clairement en bleu et attestent de la bonne prise en compte du nouveau taux d'application, ainsi que de ses conséquences sur les calculs de consommation d'émulseur lors du déclenchement d'un scénario de lutte contre l'incendie. Il convient également de noter qu'une inspection spécifique du POI du site a été réalisée par l'Inspection des Installations Classées le 24/09/2025, venant compléter les contrôles opérés lors de la présente visite.

Type de suites proposées : Sans suite